

DOCUMENT N° 102 (inédit)

EXTRAITS D'UN RAPPORT DE POLITIQUE GENERALE SUR LES PAYS SOCIALISTES DANS LEURS RELATIONS AVEC L'ALGERIE ¹

Le 28 février 1961. AUTEUR : Abdelmalek Benhabyles. SOURCE : archives personnelles.

a) Remarque préliminaire

Une remarque concernant notre propre conduite diplomatique doit être faite au préalable.

Jusqu'au début de l'an dernier nos relations avec les pays socialistes se faisaient presque en cachette et à aucun moment elles n'ont revêtu un caractère politique (sauf avec la Chine qui a, peut-être, elle-même, forcé notre ostracisme).

La conception qui semblait généralement prévaloir alors pouvait se résumer en cette formule lapidaire : éviter certaines alliances pour ne point déplaire aux alliés de notre ennemi.

Cette anomalie nous avait conduit à axer notre politique extérieure à l'intention de convaincre l'Occident et de réserver à nos organisations nationales parallèles (UGEMA, UGTA, CRA) le vaste terrain des pays socialistes pour n'en tirer qu'une aide à caractère social et humanitaire.

Un minimum de réalisme autant que le sens de l'efficacité auraient commandé de faire exactement le contraire.

Tirant une conclusion de cette expérience passée, le Conseil national de la Révolution, dans sa précédente session, a tracé à notre diplomatie une orientation plus juste.

C'est dans ces conditions que notre ministère a été installé en février de l'an dernier ². Dans sa succession il n'a trouvé aucune documentation, ni la moindre relation positive pouvant lui servir de base de départ à une action diplomatique.

En plus de ce vide, il y avait encore un passif à réparer : nos relations avec la République démocratique allemande se trouvaient détériorées. Il fallait au plus vite essayer d'y apporter une amélioration.

b) Résultats concrets.

Aussitôt donc après l'installation de notre ministère nous avons entrepris auprès des pays socialistes une activité suivie et plus renforcée. C'est ainsi que nous avons pu lier de sérieuses relations.

Cette activité a été menée d'une part à l'échelle de notre ministère par l'intermédiaire des ambassades et par le voyage en juin 1960 d'une délégation en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, d'autre part à l'échelle du gouvernement par l'envoi de mémoires et par des contacts directs à l'ONU avec de nombreux dirigeants et chefs d'Etats et notamment par l'organisation de deux voyages officiels, le premier en mai-juin 1960 en Chine, Vietnam-Nord, Corée-Nord et URSS, le second en octobre-novembre 1960 en Chine et en URSS.

Le résultat concret de notre activité diplomatique se traduit aujourd'hui par : un engagement plus poussé des pays socialistes à nos côtés, la reconnaissance de notre gouvernement par l'URSS, celle en cours de la Tchécoslovaquie et éventuellement celle d'autres démocraties populaires.

Enfin nous avons enregistré un accroissement de l'aide sociale et culturelle de la part de nombreux pays socialistes. Mais le point le plus important est que nous avons pu arracher un engagement officiel à la Chine et à l'Union soviétique de nous fournir tous les moyens dont nous avons besoin pour renforcer notre potentiel de guerre. Notre

délégation, au cours de son périple en mai-juin 1960, a conclu avec la Chine populaire un protocole d'accord portant sur la fourniture d'une aide en devises, en matériel ordinaire et en matériel de guerre. De même elle a pu obtenir une assistance technique concernant la formation de techniciens algériens et les stages de perfectionnement pour nos élèves militaires. Dans le cadre de notre décision d'une levée de volontaires, la Chine met à notre disposition les techniciens que nous lui avons demandés.

L'Union soviétique de son côté a également accepté la demande d'aide en matériel de guerre et en finances que notre délégation lui a présentée. Une liste de nos besoins lui a été remise par la suite. Le principe d'une contribution matérielle et militaire a été également retenu par la Corée-Nord et le Vietnam-Nord.

Ces engagements ont commencé à être exécutés par l'Union soviétique aussi bien que par la Chine. Des livraisons sont déjà arrivées et d'autres en cours.

Pour avoir une idée générale de cette aide, il y a lieu de consulter nos rapports traitant de la question. Quant au bilan complet et autres précisions sur l'aide reçue, cela relève de la compétence de nos autres ministères, chacun pour la matière qui le concerne.

Ce rapport politique s'attachera essentiellement à décrire la forme et la façon dont cette aide est accordée. Ce sont là des éléments qui nous permettront politiquement parlant, de mieux juger les prédispositions de ceux qui nous aident et de donner une interprétation exacte de leurs intentions.

Sur cette base et dans les limites de notre expérience, nous proposerons alors des moyens d'action adéquats.

c) Prédispositions et intentions de l'Union soviétique

Dans l'aide qu'elle nous accorde, l'Union soviétique agit avec la plus grande prudence jusqu'à donner l'impression de faire sienne cette règle morale de savoir faire : cacher ce que l'on donne et montrer ce que l'on reçoit.

A quoi attribuer tant de précautions de la part d'un pays qui par ailleurs vient de reconnaître notre gouvernement d'une manière si spectaculaire et qui est disposé à accepter l'installation d'une représentation algérienne quoiqu'en gardant toujours ses distances.

Il faut voir dans cette attitude le résultat de supputations et de tâtonnements autour des tenants et des aboutissants de notre révolution. Voyant le dénouement approcher et tenant compte des possibilités qui s'offrent à elle pour l'avenir en même temps que des ménagements à faire dans le présent, elle cherche à sortir de l'attentisme et elle choisit la carte qui lui permettra de gagner sans trop miser.

La position de l'Union soviétique est donc la résultante d'un équilibre instable. Si nous ne la faisons pas pencher à notre profit c'est le contraire qui se produirait.

L'Union soviétique a intérêt que l'Algérie soit indépendante mais en dehors de l'ordre occidental. Elle a intérêt qu'elle s'intègre dans l'ensemble arabe tout en restant africaine.

Mais si l'Algérie indépendante devait tomber dans le giron américain et renforcer son adversaire principal, l'Union soviétique préférerait accepter une solution française. Les raisons de cette préférence sont nombreuses : l'influence du Parti communiste français ; le désir de ne pas s'aliéner la France dans l'espoir de provoquer toujours une différenciation au sein de l'Alliance atlantique ; et surtout le fait que la France soit un partenaire plus faible et les chances sont grandes de la transformer en « vitrine » d'une compétence économique, avec l'Algérie comme porte ouverte sur l'Afrique.

On se souvient qu'avant l'échec de la dernière conférence au sommet, Kroutchev a approuvé ouvertement la politique de l'autodétermination définie par de Gaulle et il a reconnu l'existence de « liens historiques » entre la France et l'Algérie.